



Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercoll

Février 2017

Après les rencontres de Porto Alegre

En janvier dernier, un *Forum social des résistances* a eu lieu à Porto Alegre à l'instigation des mouvements populaires brésiliens. Dans le cadre de ce Forum, un séminaire de deux jours a été organisé par *Ação educativa* (Brésil), en collaboration avec le *Transnational Institute*, *Systemic Alternatives*, *Intercoll*, *Alternative Information Development Center*, *People's Dialogue* et plusieurs autres. Par la suite, le Conseil international du FSM s'est rencontré pour faire le point. De tous ces travaux émergent plusieurs pistes de réflexion dont nous rendons compte ici. (Le rapport complet sur les rencontres de Porto Alegre se trouve sur le site d'Intercoll)

Pierre Beaudet

Texte de discussion proposé au Conseil international du FSM

Le monde vu par en bas : les grandes tendances¹

Les dominants, pour gérer la crise, ont déclenché une offensive généralisée contre les couches moyennes et populaires : l'assaut contre les salaires et les conditions de travail, le chômage de masse, la privatisation des ressources, la dérèglementation, l'endettement. Elle intègre au nom de l'accumulation et du profit, la malgestion de la crise environnementale. De cela découle l'aggravation des écarts, l'exclusion, la dégradation

¹ Cette synthèse est le résultat d'un travail de plusieurs mois, mené pour préparer la réunion du Conseil international et les autres rencontres de Porto Alegre, sous la coordination de Pierre Beaudet (Intercoll). À ce travail ont collaboré plusieurs personnes dont: Christophe AGUITON (France), Mercia ANDREWS (Afrique du Sud), Brian ASHLEY (Afrique du Sud), Geneviève AZAM (France), Walter Baier (Autriche), Alejandro BENDANA (Nicaragua), Ronald Cameron (Québec), Lilian CELIBERTI (Uruguay), Daniel CHAVEZ (Uruguay), Jennifer COX (USA), Jimena CUADRA (Chili), Dembe Soussa DEMBELE (Sénégal), Armando DENEGRÍ (Brésil), Roger ETKIND (South Africa), Marisa GLAVE (Pérou), Maher HANINE (Tunisie), Kamal LAHBIB (Maroc), Edgardo LANDER (Venezuela), Firoze MANJI (Kenya), Gustave MASSIAH (France), Francine MESTRUM (Belgique), Moema MIRANDA (Brésil), José SEOANE (Argentine), Pablo Solon (Bolivie), Hamouda SOUBHI (Maroc), Emilio TADDEI (Argentine), Gina VARGAS (Pérou), Immanuel WALLERSTEIN (États-Unis), Chico WHITAKER (Brésil), Abdelkader ZRAIH (Maroc).

de l'environnement au point où, selon Geneviève Azam, c'est la reproduction de la vie même qui est en jeu. Cette offensive prend un visage agressif qu'illustre la figure de Donald Trump, alors que l'impérialisme US a perdu le monopole de la puissance.

Le virage à droite

Devant le chaos, des dominants proposent de revenir à un « néo-keynésianisme » (un « capitalisme vert »). Mais pour le moment, ceux qui détiennent les leviers du pouvoir estiment que les soubresauts actuels ne profitent pas aux mouvements populaires. D'autant plus que ces pouvoirs se métamorphosent sous les formes du néo-autoritarisme minant les institutions traditionnelles de la démocratie libérale. Ainsi, l'espace politique se restructure entre une droite traditionnelle « relookée » et une « nouvelle » extrême-droite décomplexée, qui surfe sur l'idéologie du tout-le-monde-contre-tout-le-monde, via la xénophobie, la haine des autres, l'impérialisme le plus « cru » et le racisme, ce qui reflète des changements culturels transcendant les clivages politiques et économiques.

Le virage au Brésil et en Argentine

Le gouvernement issu du « coup constitutionnel » au Brésil en 2016 marque un retour marqué vers le néolibéralisme « pur et dur », avec un gouvernement accablé par les scandales de corruption et le retour vers les pratiques antérieures de criminalisation des mouvements populaires et des luttes sociales. En Argentine, la droite préside un pays en plein déclin, avec un million de chômeurs en plus, l'augmentation des coûts des services, 40 % d'inflation, etc. La « réponse » est d'accuser les immigrant-es de Bolivie et du Paraguay, comme le fait Trump aux États-Unis. D'où une sorte de « fascisme social », selon l'expression de Boaventura Sousa Santos.

Ce qui fait du monde actuel, selon Pablo Solon, un étrange animal hybride vivant à la fois d'une globalisation débridée et d'un nationalisme identitariste et réactionnaire.

Chaos dans l'« arc des crises »

Dans cette vaste région qui traverse l'Asie et l'Afrique en passant par le Moyen-Orient, des forces de destruction se nourrissent des agressions impérialistes et d'un mouvement djihadiste réactionnaire, qui coince les peuples et leurs aspirations démocratiques. Les forces djihadistes qui combattent l'agression extérieure pratiquent une politique sectaire, tout en défendant le statu quo économique néolibéral (le capitalisme « halal ») qui est à la racine même de la dislocation actuelle.

Pourquoi la régression ?

Cette restructuration ne prendrait pas les formes actuelles si les mouvements populaires avaient été en mesure de développer un projet contre-hégémonique. Aujourd'hui, il faut faire un constat autocritique, comme nous le suggérait à Porto Alegre, Olivier Dutra, un des personnalités les plus attachantes de la gauche brésilienne. Une partie de la social-

démocratie a mis de côté les luttes pour les réformes sociales. Parallèlement, l'implosion de l'Union soviétique et le virage libéral en Chine ont miné le projet initial.

Les contradictions de la « vague rose » en Amérique du Sud

Dans ce continent, des mouvements populaires ont donné naissance à des coalitions politiques et sociales inédites. De nouveaux gouvernements ont lancé d'ambitieux programmes pour améliorer les conditions des couches populaires. Si des succès indéniables ont été enregistrés, la structure du pouvoir est restée intacte. Également, les gouvernements progressistes ne sont pas sortis du carcan extractiviste qui met en contradiction l'exploitation des ressources avec les populations et l'environnement. Depuis quelques temps, le retour de la droite illustre le désarroi de la gauche face à ses propres impasses.

Rien n'est joué

Sommes-nous donc arrivés, selon l'expression des néoconservateurs, à la « fin de l'histoire » ? Pour autant, des luttes persistantes entravent, quand elles ne réussissent pas à les bloquer, des restructurations antipopulaires et anti-écologistes. Ici et là, des consultations électorales expriment l'attachement des populations à des projets démocratiques. Et à la base, des mouvements connaissent des mutations qui laissent penser que les Printemps arabes et africains en sont encore à leurs premiers pas. La vague de luttes aux États-Unis indique un mouvement en profondeur. On en revient à la perspective de Gramsci de la nécessité d'une épuisante « guerre de position ».

L'urgence de reprendre l'initiative

Les mouvements populaires savent qu'ils font face à une période qui s'annonce dangereuse. Les mouvements écologistes progressent dans l'immense bataille des idées bien que, sur le plan concret, la plupart des réformes nécessaires sont bloquées ou reportées. Des nations autochtones tiennent tête, en partie de par la nouvelle subjectivité qui les réunifie. Ailleurs, face à la répression et à la guerre, des mouvements défendent des droits fondamentaux. La constitution de vastes alliances s'avère alors indispensable, ce qui oblige de dépasser des divisions et des sectarismes, d'identifier les points de convergence. Des mouvements s'efforcent de réconcilier diverses subjectivités, en accommodant des sensibilités parfois dérangeantes, souvent impulsées par les femmes, les jeunes, les immigrant-es, les autochtones.

Construire les alternatives

À travers des luttes se déroulant dans une grande adversité, on observe l'émergence d'une nouvelle culture portée par les jeunes générations, et qui tente de délimiter d'une nouvelle manière, non hiérarchique, les contours des mobilisations. Des recherches sont en cours dans et avec les mouvements populaires, pour trouver de nouvelles pistes stratégiques. Ce ne sont pas des recherches désincarnées, confinées à l'université, mais des travaux dans les luttes mêmes, à travers les efforts des « intellectuels organiques » (à la Gramsci) qui organisent et réfléchissent. Tout en utilisant les savoirs et les compétences légués par leurs « ancêtres », les mouvements créent de nouvelles connaissances, de nouvelles

stratégies, à la croisée entre les pratiques et les théories. Parallèlement s'articulent des laboratoires qui préfigurent le monde à venir. La plupart des mouvements comprennent maintenant qu'il n'y a pas de « grand soir » où, soudainement, les dispositifs du pouvoir seraient captés et transformés. De ces « petites » batailles qui ne sont jamais si « petites » que cela, on constate l'apparition de nouvelles coalitions, notamment entre écologistes et peuples autochtones, comme on l'a vu récemment au Dakota (États-Unis). D'autre part, dans ces articulations stratégiques qui visent à réconcilier les résistances et la construction des alternatives se repose la question de l'organisation, qui se repose en revendiquant une énorme aspiration à la démocratie, y compris au sein des mouvements. D'autre part, ces termes sortent du paradigme antérieur du productivisme, de l'économisme et d'une conception anthropo-centrée du progrès, comme si l'« homme » était le propriétaire du monde.

S'organiser

Partant du principe de la nécessaire autonomie des mouvements, des mouvements ont choisi d'intervenir davantage comme groupes de pression que comme protagonistes au premier plan. Ce qui conduit, dans la plupart des cas, à laisser l'initiative aux partis politiques et à perpétuer la rupture entre luttes sociales et politiques. Une autre posture est celle d'un refus de s'assumer sur l'espace politique, défini d'emblée comme un piège. On substitue au travail stratégique une certaine fascination sur les aspects formalistes (« horizontalisme » extrême, rejet du travail théorique, fascination pour un peuple « imaginaire » considéré comme une entité homogène, etc.), qui conduit parfois à l'isolement, la paralysie et la dépolitisation. Cela ne change pas au fait que les principaux laboratoires de la transformation connaissent bien l'importance de la lutte contre le dogmatisme et le sectarisme, l'ouverture vers les nouveaux paradigmes mis de l'avant par le féminisme et l'écologie. Pour aller de l'avant, il faut entreprendre le dur labeur de la convergence, qui est une construction stratégique, qui doit promouvoir l'intersectionnalité des luttes et des mouvements. L'investissement sur le terrain politique, devient alors un moyen pour entreprendre la longue marche de la transformation, dans et contre l'État. Il s'agit, en fin de compte, tel que l'explique la militante féministe Lilian Celiberti, de « décoloniser notre imaginaire ».

Vers un Forum social mondial 2.0

Les mouvements ont profité des échanges internationalistes qui se sont produits dans de grandes coalitions comme Via Campesina, la Marche mondiale des femmes, sans compter les processus semi-étatiques comme l'ALBA sous l'initiative vénézuélienne, sans compter dans le FSM, miroir et parfois incubateur de ces coalitions. 15 ans plus tard, la question se repose puisqu'on se retrouve devant une autre configuration, marquée, notamment par l'impact des néo-autoritarismes. Le déclin des gouvernements progressistes imposent de réfléchir la relation au pouvoir et les alliances nécessaires pour renouveler des stratégies transnationales.



Des sentiers à explorer

- Repenser la crise actuelle comme une question de « civilisation ».
- Faire un bilan rigoureux des expériences transformationnelles du passé.
- Décortiquer et démonter les mécanismes des idéologies identitaires, autoritaires et violentes inspirées des formes réactionnaires.
- Enquêter sur les sujets de la transformation en cours, dans le contexte des nouvelles compositions de classe, du déclin d'acteurs traditionnels et de l'émergence de nouvelles résistances sociales et écologistes.
- Travailler sur les mécanismes pour renforcer la démocratie directe, l'autogestion, l'appropriation collective et d'autres mécanismes ébauchés par les mouvements populaires ces dernières années
- Développer la critique du « modèle » extractiviste et penser une transition démocratique et populaire pour s'en sortir.
- Aller dans le sens de la décolonisation de pensée.
- Construire des moyens de communication contre-hégémoniques.

Il ne s'agit pas de transformer le FSM en une nouvelle « Internationale », mais de lui permettre d'aider les mouvements à développer des outils dont ils ont besoin. Selon Raphael Canet, « ce qui devient fondamental dans le contexte actuel, c'est de donner un sens commun à la multiplicité des luttes en cours ». Pour avancer dans cette voie, on peut penser, par exemple à :

La mise en place de noyaux de débats stratégiques transnationaux, pour alimenter les débats pendant et entre les Forums. Ces noyaux peuvent « décoloniser le savoir » et produire de nouvelles connaissances et de nouvelles hypothèses sur les alternatives au capitalisme, qui viennent des et qui retournent dans les luttes.

La définition d'axes prioritaires, autour des questions qui devant être abordées lors des Forums pour encourager (et non imposer) des convergences.

L'élaboration d'une plateforme conviviale pour faire en sorte que les mouvements puissent utiliser le Forum comme un moyen de mobilisation populaire.

- Imaginer des forums moins éparpillés, mieux préparés et mieux articulés. Parallèlement, mettre emphase sur les Forums régionaux et sectoriels, tout en pensant, à tous les 2-3 ans, d'organiser un rassemblement mondial.

La région Maghreb-Machrek six ans plus tard

Maher Hanin, Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux

Six ans après l'amorce d'un cycle révolutionnaire dans la région, une contre-révolution est en marche. Certes, l'enthousiasme et l'euphorie ont cédé la place à une inquiétude accablante suite à la montée de la violence, des guerres et des déchirements ethniques et confessionnels. Les acteurs de la révolution restent exclus du champ politique. Les assassinats politiques et les attaques terroristes en Tunisie et le retour de l'armée au pouvoir en Égypte ont cristallisé le clivage entre islamistes et modernistes en escamotant le vrai clivage socio-économique, alors que le printemps arabe avait pour origine le rejet d'une minorité détentrice du pouvoir et des richesses, soutenue par l'Occident, au profit d'une majorité sans voix, appauvrie, humiliée et laissée pour compte. En même temps, les dynamiques qui avaient conduit au Printemps arabe continuent de pénétrer dans la société, d'influencer le débat d'idées et même, d'une manière dispersée, à tenir tête à la contre-révolution actuelle.

Parti de la Tunisie en décembre 2010, un grand mouvement populaire s'est levé pour atteindre toute la région et réveiller les consciences en provoquant des mouvements dans 900 villes dans 80 pays. Partout, a été entendu le même cri pour la dignité, la désobéissance face à l'autoritarisme et le refus des politiques désastreuses découlant des diktats des institutions financières internationales. Ce printemps arabe, composée de mouvements ouvriers, de diplômés chômeurs, de jeunes, de cybers acteurs et de mouvements féminins, venait de grandes luttes en Tunisie, en Égypte. Ces mouvements étaient alors relayés par une adhésion citoyenne, ont fait tomber le mur de la peur et ont ouvert la voie à une dynamique de changement réclamant une citoyenneté libre et la mise en place d'un autre modèle économique capable de corriger les injustices engendrés par les politiques économiques néolibérales.

Cependant, la lutte pour les libertés a eu pour corollaire l'émergence des formations politiques islamistes, qui ont repris à leur compte les arguments de justice sociale, affirmant que « le monde impie est un monde où prône l'injustice ». Ce discours a engendré une adhésion populaire non anticipée par les autres mouvements politiques, occupés à l'instauration d'institutions démocratiques et à la défense des libertés. L'islamisme est alors apparu en phase avec les classes populaires contre une laïcité et un progressisme associés aux élites embourgeoisées. Par ailleurs, ces formations islamistes constituaient des organisations politiques rodées, qui s'étaient développées en exil et qui étaient soudées par une conviction idéologique forte autour de la revendication de l'islamisation de l'espace public. Parallèlement, les mouvements islamistes se sont présentés comme un substitut à l'État providence développementaliste, en prônant un autre modèle de développement « en dehors » de de l'occident, mais respectueux des principes du néolibéralisme.

La question de l'allégeance chez les peuples du Maghreb et de l'Orient est étroitement liée à l'anthropologie du pouvoir dans la région, aux structures mentales et à la psychologie sociale qui maintiennent la famille, le clan, la tribu et la totalité de rapports sociaux et culturels hérités du passé. Cependant, il ne faut pas négliger le rôle des grandes puissances dans la région qui remonte à la défaite de l'empire ottoman et la consécration de la domination britannique et française sur des territoires retracés après la Première Guerre mondiale, de même que de la création d'un foyer national juif en 1948. Plus tard au moment de la guerre froide, la stratégie américaine a aggravé les fractures. Les États-Unis ont alors favorisé sur la base du wahabisme saoudien l'idéologie promue en Afghanistan où les islamistes avec leur appui ont transformé ce pays en une nébuleuse de recrutement des moudjahidines de tout le monde musulman. Depuis, Washington tente d'orienter la dynamique émanant des révoltes populaires vers une acceptation d'un conservatisme sociétal et moral. Il s'agit d'éviter une remise en question des politiques néolibérales. Entre-temps, on utilise les canaux de communication issus de la mondialisation pour encourager une offre sociale islamiste basée sur la charité et non pas sur le droit universel. On prône les valeurs pieuses de l'entraide et la charité sans aucune revendication des droits fondamentaux, tels que les droits sociaux, économiques et l'égalité homme-femme. C'est semble-t-il aujourd'hui la solution américaine face à leur crise d'hégémonie sur le monde face à la montée de la Chine et le retour de la Russie sur la scène internationale.

Les mouvements dans la région rappellent la nécessité d'une construction démocratique réelle. La pluralité doit donner plus de place à la mémoire culturelle de chaque pays de la région et redonner la place que chaque société entend donner au religieux et plus particulièrement à l'Islam. L'Islam doit reprendre sa place comme référent spirituel prônant des valeurs et une éthique face au désenchantement du monde, et non comme un carcan bloquant l'émancipation des sociétés en scandant l'intolérance et la haine et en clivant la société en croyants et mécréants. C'est dans ce contexte que les mouvements citoyens, les forces de gauche, les intellectuels engagés et les altermondialistes de la région, sont appelés à repenser leur place, leurs rôles et leurs stratégies d'actions spécifiques dans la région. À la différence des trajectoires constitutionnelles (comme en Tunisie, au Maroc, en Égypte, les pays comme la Libye, le Yémen et la Syrie se trouvent dans des guerres abjectes où les enjeux du pétrole du gaz et des ressources naturelles amplifient les tentations hégémoniques au détriment des populations civiles. Tout le monde sait que les acteurs sur le sol syrien ne se limitent pas à la population syrienne. La Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, sous l'aval américain et aussi l'Iran, ont contribué chacun de sa position à militariser le conflit. L'intervention russe contre les forces islamistes elles-mêmes soutenues par les Américains et les Européens est devenue sous couvert de lutte contre le terrorisme une nouvelle donne qui accélère l'internationalisation du conflit.

Libye et Yémen : la dislocation

En Lybie, les démons de l'allégeance tribale se réveillent un peu partout. De plus, le pays connaît une implantation territoriale de Daech. Une Lybie fragmentée aggrave la crise migratoire. Ailleurs, le mal yéménite s'amplifie. Le pays vit sous les menaces d'une décomposition qui s'aggrave avec le renforcement des milices tribales qui ne cachent pas leur allégeance aux islamistes radicaux. Ainsi, le pays le plus pauvre de la région n'arrive pas à trouver son unité d'autant plus que se produit une triple fracture entre diverses rébellions armées. Le lancement d'une guerre illégitime selon le droit international par l'armée saoudienne en faveur du président Hedi a multiplié les victimes et bouché les horizons d'une sortie de la crise.

Tous ces éléments consolident l'hypothèse d'un « nouveau » Moyen-Orient sur des bases ethniques, tribales et confessionnelles, incapables de s'entendre et de se développer. Cependant, cette politique impériale n'explique pas à elle seule le désastre. Il ne faut pas exclure les raisons endogènes propres aux sociétés et à leur histoire coloniale et postcoloniale. Les régimes politiques monarchiques, républicains (se disant modernistes) et militaires (se disant révolutionnaires) ne sont pas parvenus à développer leurs pays et encore moins à créer les conditions pour une vie politique pluraliste, participative, démocratique et inclusive.

La lutte continue

Passer des Printemps arabes aux guerres actuelles est en soi une source d'inquiétude. Cette inquiétude par ailleurs s'étend au monde entier où se profilent des dynamiques de domination et de propagation de la peur. C'est la paix mondiale qui est menacée par la montée du djihadisme et par son corollaire, la montée du racisme et de l'exclusion. En Europe et aux États-Unis, les populismes de toutes sortes alimentent l'islamophobie, faisant des musulmans migrants une population ni/ni (ni maghrébine / ni européenne). Pour cette population qui ne trouve plus sa place et dont la dignité est fortement touchée, la violence devient un mode d'expression, surtout pour des jeunes où le djihadisme apparaît comme une opportunité dans un système où le manque d'opportunité est la norme. Aussi, il est de notre devoir politique, intellectuel et moral, d'entreprendre une nécessaire régénération de notre pensée et de nos moyens d'action, s'il est vrai que les monstres qui surgissent ne sont que l'affirmation que l'ancien monde est mort et que le nouveau monde n'est pas encore né. La tenue dans la région de deux Forums Sociaux Mondiaux en 2013 et 2015 a démontré que des voix pour un autre monde existent en nombre. Il s'agit toutefois de déterminer, d'un point de vue politique, les actions nécessaires à entreprendre pour faire face à cette lacune et éviter le risque de voir ces mouvements se neutraliser par eux-mêmes.

Dans ce contexte, il est urgent de déployer un plan d'action lié aux attentes de la région :

- Il faut élargir la mobilisation mondiale pour la paix. Dans ce but, nous proposons la tenue suite à un cycle de mobilisations d'un Forum social régional contre la guerre, le terrorisme, où les causes profondes seraient traitées et où des actions concrètes pour la restauration de la dignité des peuples opprimés et pour la paix seraient énoncées. Ce Forum aurait pour objet « Pas de sécurité sans développement JUSTE et pas de développement sans sécurité ».
- Il faut faire converger les luttes des mouvements sociaux et des altermondialistes dans la région où le champ politique est encore ouvert. Cette convergence donnerait plus de force aux mouvements démocratiques altermondialistes afin d'éviter la menace du dérèglement dangereux insuflé par le tunnel identitaire islamisant. Politiser notre démarche en la rendant plus globale à l'échelle de la région permettra à nos mouvements d'avoir un débouché politique et de contribuer à ancrer les pratiques démocratiques dans les institutions de l'État, des communes, des régions en cours de refondation et dans la société.

Une réflexion plus globale sur le devenir de la démocratie, de la paix et de la justice dans le monde dans laquelle s'engageront les altermondialistes de la région pourra également donner espoir à défaire la fabrique de la haine, de la violence et faire valoir les valeurs de la démocratie et de la tolérance dans un monde meilleur. Comme le disait le militant nationaliste algérien Farhat Abbas, « c'est en poussant le combat de la démocratie et des droits de l'homme qu'il mènera au nouveau monde ».

La perspective du Maghreb-Machrek

Kamal Lahbib (Forum social Maghreb-Machrek)



Dans notre région, l'islam politique est déterminant dans les analyses politiques et stratégiques. En effet, les mouvements islamistes ont toujours refusé, pour la plupart, de reconnaître les principes de la démocratie, tout en montrant leur capacité d'adaptation à la démocratie représentative comme instrument de domination politique. Déjà lors des élections en Algérie en 1990, le Front Islamique du Salut avait remporté de 82% des sièges au Parlement, avec de dramatiques conséquences qui continuent jusqu'à aujourd'hui. Ce fait n'est pas isolé, on l'a vu en Égypte où lors des élections avant le coup d'état militaire, les deux partis salafistes ont obtenu 68 % des votes.

Stagnation politique et incapacités des progressistes

Un peu partout, les mouvements progressistes, qui n'ont eu cesse d'appeler à l'organisation d'élections libres, optent pour le boycott des élections laissant la voie libre

à leurs adversaires politiques. Ce fait s'aggrave par les taux d'abstention d'une population qui ne se sent pas concernée du fait du trucage électoral, de répression et/ou d'intégration dans le système politique de partis qui hier encore luttèrent pour des institutions démocratiques. Ainsi, lors des élections subséquentes à la chute de Ben Ali en Tunisie, la participation a été de 52 %. Entre-temps, les pays impérialistes misent sur l'intégration de mouvements islamistes, sachant qu'ils se contenteront du pouvoir et de la moralisation du discours sans remettre en cause les choix du néolibéralisme en instituant au pire des cas un « néolibéralisme halal ». Il ne faut pas sous-estimer non plus l'impact du terrorisme. On constate que 75 % des attentats surviennent dans des pays musulmans.

Revoir nos concepts

La notion de « monde arabo-musulman » contribue à exclure du champ de l'islam tous ceux qui ne sont pas arabes (perses, kurdes, amazighs...) et à nier de fait l'arabité aux arabes chrétiens, juifs et autres confessions minoritaires. Il y a au cœur et à l'origine de ces conflits identitaires un processus de psychologie collective par lequel les conflits sont vécus comme une lutte pour la vie et donc menés avec la dernière énergie, qui rend impossible toute solution négociée et génère une balkanisation et une prolifération étatique : la menace est forte en Irak, en Libye, au Yémen, en Syrie, renouant avec une tradition coloniale de triste mémoire. La question du droit des peuples à l'autodétermination reste difficile à gérer du fait des dérives découlant de l'usage du concept sans tenir compte ni de l'histoire, ni des enjeux sociaux et politiques. Les paradigmes et les grilles de lecture ont été dominés par une approche occidentale qui ne semble pas lisible ni audible par les populations autochtones. Serait-ce là le secret de la réussite des islamistes qui puisent dans le répertoire d'une culture proche des peuples ?

Quelles perspectives ?

Il est difficile de se hasarder aux spéculations pour la région : chaos libyen, retour du pouvoir militaire et répression en Egypte, guerre civile syrienne, attentats permanents au Liban, violence sanguinaire en Irak, poudrière au Yémen, transition vers la démocratie qui n'en finit pas au Maroc. Parmi les pays de ce qu'on appelle le « printemps des peuples », seule la Tunisie a évité de sombrer dans la violence (malgré les assassinats politiques) mais où subsistent de profondes divisions dans le contexte d'un instable voisinage. Chaque pays constitue un cas spécifique, dans un cadre global où les enjeux restent toutefois, la convoitise et la guerre sans merci autour des richesses de la région. D'où la nécessité de revoir notre grille de lecture, nos objectifs, nos alliances, pour lutter pour la démocratie. Parmi les questions qui nous interpellent :

- Comment poursuivre sur les avancées de Porto Alegre et celle des municipalités en Espagne, où s'articule une approche d'ancrage territorial liée aux préoccupations des populations et l'émergence de pouvoirs locaux ? Comment appuyer les initiatives au niveau local comme celles des jeunes contestataires d'Ifni (Maroc) ?
- Comment redonner du dynamisme au mouvement international anti-guerre ?

- Comment faire converger des mouvements œuvrant sur des spécificités (droits humains, santé, logements, enfants, femmes) pour identifier les problèmes transversaux sur lesquels les rassembler ? Comment définir plus clairement la notion des « communs » pour renforcer l'approche politique et systémique, par exemple, dans le contexte de la lutte pour la justice climatique ?
- Comment renforcer les articulations régionales (au Maghreb notamment) ?

La gauche à la recherche d'alternatives

Francine Mestrum (Global Social Justice, Belgique)



Que la gauche ait quelques problèmes face à cette nouvelle situation se comprend. Depuis les années 1960, elle avait – non sans difficultés – intégré l'écologie, le féminisme, l'antiracisme. La chute du Mur de Berlin n'a pas été suivie d'une analyse approfondie de ses valeurs fondamentales et quand les mouvements du 'bien vivre' en Amérique latine ont démontré que le capitalisme et le socialisme n'étaient que les deux faces de la même médaille de la modernité, elle n'avait plus de réponse.

La social-démocratie s'est totalement abandonnée au néolibéralisme avec sa 'troisième voie' et elle est en train de se marginaliser toujours plus, faute de réponses effectives aux revendications de sa base électorale. Aujourd'hui, la gauche radicale tente de renaître, mais elle reste la victime d'un certain sectarisme et des croyances du passé qui ne parlent plus aux jeunes tentés par de nouvelles formes de participation et de démocratie. De plus, emprisonnée par ses analyses du capitalisme et la dénonciation de tout ce qui va mal, elle est toujours en retard d'une lutte et n'arrive pas à formuler des alternatives crédibles et réalistes.

La gauche est aussi confrontée au problème réel des distances à prendre v.à.v. de la nouvelle droite. En effet, la gauche aussi a toujours critiqué la mondialisation ainsi que certains éléments de la démocratie libérale, comme elle a revendiqué la souveraineté nationale. Soyons claire : il ne s'agit pas de comparer la gauche à la droite, leurs valeurs sont fondamentalement opposées, mais il n'est pas toujours facile d'expliquer au grand public que, par exemple, la gauche européenne s'oppose à l'Union européenne, pour des raisons partiellement similaires à celles de la droite, oui, mais avec d'autres objectifs. Problème similaire pour la gauche du 'bien vivre', critique à l'égard de la modernité. Bien entendu, la croyance au progrès linéaire, la non prise en compte de l'écologie, la séparation entre la nature et la culture, tous ses éléments méritent d'être critiqués et si possible d'être corrigés, mais espérons que l'on ne veut tout de même pas abolir les droits humains et la séparation des pouvoirs.

N'a-t-on pas été trop rapide à vouloir rejeter la modernité en l'assimilant au capitalisme et au colonialisme ? Une clarification s'impose au moment où d'aucuns veulent effectivement enterrer la modernité. Ce n'est pas un hasard que certains en Europe ont toujours refusé d'adhérer à l'idéologie de la terre-mère.

Bref, si la gauche veut survivre, un travail fondamental l'attend au niveau de la mise à jour de son idéologie : qu'est-ce que le socialisme aujourd'hui ? Suffit-il de le redéfinir ou faut-il le refonder, voire lui substituer un autre vocable ? Comment résoudre les contradictions réelles existant toujours avec l'écologie, notamment en ce qui concerne le développement des forces productives ? Comment redéfinir le conflit de classe, sachant sa pertinence, d'une part, et la métamorphose du prolétariat, l'émergence du précaire et le déclin des classes moyennes, d'autre part ? Et surtout, comment développer un discours progressiste et émancipateur qui parle aux jeunes d'aujourd'hui, sans que la cause est perdue d'avance ?

Et les alternatives ?

Face aux multiples problèmes auxquels le monde actuel est confronté, il me semble que deux solutions se présentent, aptes à promouvoir la convergence entre les mouvements sociaux progressistes. Une première solution pourrait être de se concentrer sur les droits humains. En effet, la Déclaration universelle et les deux pactes internationaux sur les droits civils et politiques, d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part, suffisent à résoudre quasi tous les problèmes politiques, économiques et sociaux d'aujourd'hui.

Une ONG britannique propose même de se concentrer sur le seul article 25 de la Déclaration universelle, disant que tous ont droit à un niveau de vie adéquat. Il est vrai que si on voulait réellement respecter ce droit, de grandes transformations économiques et sociales seraient nécessaires. Il devrait être possible pour les mouvements travaillant sur le droit du travail, sur l'accès à l'eau, sur le logement, sur la santé, sur les droits des enfants, sur la fiscalité, sur la démocratie, etc. de se rassembler autour de cette revendication majeure, tout en continuant de travailler sur leurs revendications spécifiques. Les mouvements de la paix devraient également s'y retrouver, la paix n'étant pas possible sans justice sociale. Un problème pourrait se poser pour les mouvements environnementaux, bien que là aussi, on pourrait clarifier qu'un niveau de vie adéquat n'est pas possible sans environnement sain. Mais il est vrai que les droits environnementaux, à part le droit à l'eau, ne sont pas explicitement traités dans les droits humains.

Une deuxième solution pourrait être de se concentrer et de se rassembler autour des communs. Ce concept est en train de devenir un fourre-tout mais il est en même temps extrêmement utile pour exprimer toutes les revendications de la gauche aujourd'hui : les communs concernent notre environnement (les océans, les forêts, l'eau, l'atmosphère...) tout comme ils concernent nos services publics (soins de santé, éducation, transports en commun, crèches, bibliothèques ...), les modes de production (notre travail, la monnaie...) et la vie elle-même (la science, la génétique...). Ces communs sont ce qui

appartient à l'ensemble des êtres humains et ce qui en aucun cas ne peut être privatisé. Il faudra donc, collectivement, se les réapproprier, en focalisant sur la complémentarité des droits individuels et des droits collectifs. Les communs permettent de résister au néolibéralisme tout comme au conservatisme et aux privatisations. Ils pourraient être également un outil stratégique apte à rassembler les mouvements sociaux et à promouvoir leur convergence.

L'Europe de toutes les turbulences

Christophe Aguiton



L'Europe connaît aujourd'hui une période de turbulences très fortes liées à la crise de l'Union européenne, au retour nationaliste de la Russie, à la crise des réfugiés et aux attentats islamistes liés aux guerres du Moyen-Orient. Les conséquences politiques de ces crises sont l'affaiblissement rapide des partis de gouvernement, en particulier ceux du centre gauche, l'émergence de courants xénophobes et nationalistes et aussi, mais dans une moindre mesure, de courants de gauche radicale. Les mouvements sociaux, environnementalistes et citoyens se multiplient sur tout le continent, mais sans coordination ni cadre commun.

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et la fin du monde bipolaire avait conduit l'Union européenne à s'ouvrir rapidement à l'Est, avec la réunification allemande et l'intégration de plusieurs pays du bloc soviétique, et à accélérer l'intégration européenne avec les accords de Schengen et la création de l'euro comme monnaie unique. Les années 1990 et le début des années 2000 ont vu les mouvements sociaux se développer et se coordonner au niveau continental, pour l'essentiel au sein de l'Union européenne, avec les « marches européennes contre le chômage » de 1997 et les initiatives comme « Jubilee 2000 » pour l'annulation de la dette des pays du tiers monde. Ces initiatives ont pris une toute autre dimension avec le mouvement altermondialiste, avec les manifestations de Prague et de Nice en 2000, de Gênes en 2001, les forums sociaux de Florence, puis Paris en 2002 et 2003 et les manifestations contre la guerre en Irak de février 2003.

Entre-temps, la crise économique de 2007/2008 va avoir des conséquences majeures dans l'Union européenne pour au moins trois raisons :

- L'Union et les pays membres vont, comme l'essentiel des pays concernés par cette crise, utiliser le déficit budgétaire comme moyen d'éviter une récession comme celle qui a suivi la crise de 1929, avec comme conséquence une augmentation très

rapide des dettes des Etats membres.

- La création de l'euro était sensée aider à la convergence des économies européennes ; c'est l'inverse qui s'est produit, les pays à l'économie plus fragile (Grèce, Espagne, Irlande, Portugal, Italie et France) ne pouvant plus utiliser la baisse de la valeur de la monnaie comme moyen de soutenir leurs exportations vont voir leur déficit commercial se creuser face aux économies fortes, dont l'Allemagne avant tout, dont l'excédent commercial va dépasser celui de la Chine,
- Les institutions européennes et des pays comme l'Allemagne vont refuser toute mutualisation des dettes et toute politique de relance, et vont contraindre tous les pays de la zone euro à des politiques d'austérité radicales qui vont accentuer la crise sociale dans le sud de l'Europe.

C'est dans ce contexte que vont se développer des luttes de très grande ampleur dès 2011, en particulier en Espagne, Portugal et Grèce. Ces luttes vont combiner mobilisations syndicales « classiques », en Grèce en particulier, mais aussi, en Espagne et au Portugal, mais également en Grèce en parallèle aux manifestations syndicales, des mobilisations tout à fait nouvelles inspirées du printemps arabe, l'occupation des places par des milliers de personnes, « indignados » en Espagne puis « Occupy » dans d'autres parties de l'Europe et du monde.

Ces mobilisations vont apparaître alors qu'il n'existe plus de cadre structuré d'action au niveau européen. Le Forum social européen, créé à Florence en 2002, va cesser d'exister après le Forum d'Istanbul en 2010, en grande partie sur un constat d'incapacité à agir au niveau continental malgré l'impact de la crise économique. Le même constat pourrait être tiré à propos de la Confédération européenne des syndicats (CES) et des différents regroupements de forces de gauche ou écologistes en Europe, eux aussi incapables de réagir à la hauteur des nécessités. Une tentative de relancer une coordination européenne va être lancée, l'Alter Sommet¹ à l'initiative de syndicalistes belges et allemands, mais sans réussir à prendre la place qu'avaient pris, dix ans auparavant, les Forums sociaux européens. Une des difficultés renvoie au fait que les Forums sociaux comme l'Alter Sommet regroupaient des organisations et des mouvements structurés, alors que les mouvements qui naissent en 2011 sont basés sur des individus. Une caractéristique que l'on retrouvera dans les mouvements les plus contemporains, comme le « passé libre » au Brésil ou le mouvement du parc Gezi en Turquie en 2013, ou encore Nuit debout en 2015 en France, ce qui rend difficile de penser une coordination continentale ou internationale.

L'Europe ne se limite pas à l'Union européenne et compte d'autres pays qui faisaient partie du bloc soviétique, notamment la Russie, la Biélorussie ou l'Ukraine. Dans ces pays, les mouvements sociaux sont moins développés que ceux qui existent dans l'Union européenne, bien qu'ils aient intégré les manifestations altermondialiste et le Forum social européen dès leur origine.

La tension entre la Russie d'un côté et les Etats-Unis et l'Union européenne de l'autre, à propos de la crise ukrainienne va diviser les mouvements, certains soutenant les manifestants de Maidan, à Kiev, pendant que d'autres se sont rangés derrière les « pro-

¹ <http://www.altersummit.eu/?lang=fr>

russes » actifs dans l'est du pays. Cette division s'est retrouvée, dans des configurations un peu différentes, à propos de certains régimes dans le monde arabe, en particulier celui de Bachar el Assad en Syrie dans le contexte de l'intervention russe en soutien à son gouvernement.

Plus généralement, la crise au Moyen-Orient, les attentats de Daesh en Europe et la crise des réfugiés se sont combinés à la crise économique et sociale européenne et ont produit trois effets majeurs :

- L'incapacité de l'Union européenne à répondre à ces défis aboutit à une crise d'une profondeur sans précédent qui interroge les fondements même de l'Union et pose la question de sa dislocation.
- Dans toute l'Europe montent des courants xénophobes, réactionnaires et nationalistes, qui exercent déjà le pouvoir en Hongrie et en Pologne et qui jouent joué un rôle clé dans le Brexit.
- Et en même temps, même si c'est à une moindre ampleur, des courants de gauche radicale émergent dans de nombreux pays, Syriza et Podemos en étant les exemples les plus connus.

Bref, on observe de nombreux mouvements qui se développent, sur des questions environnementales et sociales, mais aussi en soutien aux réfugiés ou en défense de droits fondamentaux remis en cause par les courants réactionnaires. Par contre, ces mouvements restent sans perspective, pour le moment, en ce qui concerne les mécanismes qui pourraient établir une coordination au niveau continental.

Crises et résistances en Afrique centrale et de l'ouest

Demba Moussa Dembélé¹



À mesure que s'approfondit la crise du capitalisme, les idéologues et dirigeants du système dominant semblent se convaincre que l'Afrique détiendrait la solution à la crise. En effet, les déclarations et rencontres qui se sont multipliées ces dernières années confortent cette analyse. Lors d'une tournée en Afrique en janvier 2014, le premier ministre japonais a déclaré ceci au siège de l'Union africaine que l'Afrique porte sur ses épaules « avec ses immenses ressources, les espoirs du monde ». Depuis 2007, pour assurer un accès privilégié non seulement aux ressources, mais également aux marchés du continent africain, l'Union européenne (UE) tente d'imposer un accord de « libre-échange » sous le faux nom « d'Accord de partenariat économique » (APE). Les États-Unis poursuivent le même objectif, inimaginable il y a quelques années². En somme, on assiste à une ruée vers les ressources du continent africain et d'aucuns disent que celui-ci semble être la nouvelle frontière de la mondialisation capitaliste³.

Exploitation et hémorragie financière. En plus des convoitises sur ses ressources naturelles, l'Afrique, subit une véritable saignée sur le plan financier, sous forme illicite et licite. Entre 2004 et 2009, le Sénégal aurait perdu quelque 410 milliards de francs CFA de ressources provenant de l'extraction minière⁴. Les fraudes et évasions fiscales des multinationales coûtent des centaines de milliards aux pays africains. Entre 2002 et 2011, les pays de l'Afrique de l'Ouest, membres de la CEDEAO, auraient perdu 210 milliards de dollars, sous forme de fraudes fiscales. En Afrique centrale, la République démocratique du Congo (RDC) est depuis longtemps devenue la proie des prédateurs, ce qui explique les conflits incessants et son instabilité chronique. À l'échelle du continent, plus de 50 milliards de dollars par an sortent sous forme illicite, selon le panel présidé par Thabo Mbeki, l'ancien président d'Afrique du Sud⁵.

¹ Dembélé est membre du Forum social africain et du Conseil international du FSM.

² Demba Moussa Dembélé, « Le sommet Afrique/É.-U. pour le contrôle des ressources », *Le Quotidien*, 6 août 2014 ; *Jeune Afrique*, « L'Afrique au sommet, séance de rattrapage pour Barack Obama », 4 août 2014

³ Demba Moussa Dembélé, « Ressources de l'Afrique et stratégies d'exploitation », *La Pensée*, no.381 (janvier/mars 2015).

⁴ *Le Soleil*, Dakar, 26 octobre 2016.

⁵ Economic Commission for Africa, *Illicit Financial Flows. Report of the High Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa* (Mbeki Panel), Addis-Abeba, Éthiopie, 2015.

La ruée vers les terres agricoles. On observe une ruée sans précédent vers les ressources agricoles, notamment au Sénégal, au Mali, au Niger, au Nigeria, au Burkina Faso, en Guinée, au Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, au Soudan, au Soudan du Sud, au Cameroun, en RDC, à Madagascar, au Mozambique, en Afrique du Sud¹. En France, des banques comme le Crédit Agricole et la Société Générale, des compagnies d'assurances comme AXA, ainsi que des groupes comme Bolloré et Louis Dreyfus, ont investi des centaines de millions d'euros dans l'acquisition de millions d'hectares. Le groupe Bolloré serait présent dans plus de 40 pays africains².

Instrumentalisation du terrorisme. Pour masquer leurs stratégies d'accaparement des ressources de l'Afrique, le phénomène terroriste, dû en partie à la politique d'agression impérialiste³, est devenu un bon prétexte pour multiplier les interventions militaires et implanter des bases, permettant ainsi de renforcer la présence militaire des pays occidentaux sur le sol africain. La France a des bases militaires dans la plupart des pays d'Afrique du centre et de l'Ouest. Quant aux États-Unis, ils cherchent à déménager le siège social d'AFRICOM, établi à Stuttgart (Allemagne) vers l'Afrique. Initié par l'administration Bush, il vise à implanter une base militaire permanente sur le sol africain, de préférence dans la région du golfe de Guinée où se trouvent les plus importantes réserves de pétrole du continent⁴. Ceci permettrait de mieux protéger les intérêts des multinationales nord-américaines comme Chevron et ExxonMobil et de contrer des rivaux potentiels comme la Chine et la Russie. En fait, le terrorisme sert de prétexte pour encourager la militarisation et la déstabilisation du continent africain.

Les débats stratégiques

Formation de coalitions. Les mouvements cherchent à mobiliser davantage de monde en formant des coalitions. C'est le cas au Sénégal, avec la coalition « Non aux APE », qui regroupe des mouvements sociaux, des organisations paysannes, des centrales syndicales et des partis politiques. Elle a organisé plusieurs grandes mobilisations et lancé une pétition contre la ratification des APE, qui a recueilli le important soutien populaire⁵.

Convergence des luttes. Sur le front de l'émigration, les mouvements sociaux africains ont fait le lien entre l'aggravation de l'émigration et les politiques de « libre-échange », tels que les APE. D'ailleurs, on constate que le durcissement contre l'émigration « clandestine » va de pair avec les pressions sur les pays africains pour signer les APE. En réalité, l'Union européenne essaie de combiner le renforcement des contrôles dans les

¹ Alternatives Sud, *État des résistances dans le Sud : les mouvements paysans*, Louvain-la-Neuve, Centre Tricontinental, Syllepse, volume 20, 2013/4.

² Au Cameroun, les populations affectées par les entreprises de Bolloré ont manifesté, se plaignant du manque de retombées pour leurs communautés alors que leur environnement continue de se dégrader.

³ L'agression de la Libye par l'OTAN, suivie de l'assassinat de son président et de la destruction de ce pays, a eu pour conséquence l'attaque du nord du Mali par des groupes terroristes et la montée du terrorisme en Afrique du centre et de l'ouest.

⁴ Les pays exportateurs de pétrole de cette région sont le Nigeria, le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, l'Angola, etc.

⁵ La pétition a été lancée le 5 juillet 2016 en présence de nombreuses personnalités, dont d'anciens ministres, des députés à l'Assemblée nationale et des chefs des principales centrales syndicales.

pays africains et le financement de programmes destinés à retenir les citoyens de ces pays sur place. Des conventions signées par le Commissaire européen au développement avec le gouvernement du Sénégal viennent s'ajouter à des programmes antérieurs qui n'ont pas eu de succès jusqu'à présent¹. Les convergences sur les questions migratoires ont conduit à la formation d'une coalition internationale, le Réseau migration et développement. Sur un autre front, la mobilisation contre l'accaparement des terres prend de plus en plus d'ampleur. Une caravane des organisations paysannes a sillonné plusieurs villes en Afrique de l'Ouest en avril 2016. Cette caravane, qui s'est terminée à Dakar a remis un mémorandum sur la question au président du Sénégal, Macky Sall, alors président en exercice de la CEDEAO. On observe aussi des convergences entre les mouvements paysans et des organisations écologistes et environnementalistes. De la même manière, on assiste à des convergences entre les positions des organisations de femmes et celles des organisations paysannes en ce qui concerne le problème de l'accaparement des terres.

Luttes pour la démocratie et les droits économiques et sociaux. La question de la démocratie et des droits économiques et sociaux a également été au centre des préoccupations des mouvements sociaux. Dans plusieurs pays, le respect des dispositions constitutionnelles et la transparence des élections ont été l'objet de grandes mobilisations. C'est notamment le cas en République démocratique du Congo (RDC) et dans une moindre mesure, en Mauritanie et en Gambie. En RDC, les mouvements citoyens Filimbi et Lucha ainsi que le Centre national d'appui au développement et à la participation populaire ont été les catalyseurs de la mobilisation citoyenne pour le respect de la Constitution. Au Burkina Faso, les mouvements sociaux, menés par le Balai Citoyen, ont joué un rôle de premier plan dans la chute de Blaise Compaoré en octobre 2014. Ils ont également joué un rôle déterminant dans la résistance populaire qui a fait échouer la tentative de coup d'État de l'ancienne garde prétorienne de Compaoré en septembre 2015. Au Niger, les mouvements sociaux conduits par Alternative Espaces Citoyen, ont joué un grand rôle dans la résistance à la dérive du régime en place et sa tentative d'instrumentaliser le terrorisme pour museler l'opposition et restreindre les libertés démocratiques. Au Sénégal, le mouvement « Y en a marre » a été le fer de lance de la mobilisation de la jeunesse contre la candidature de l'ancien président Abdoulaye Wade, en contribuant à la défaite de celui-ci en mars 2012. En Mauritanie, des mouvements luttent contre les survivances de pratiques esclavagistes. Cependant, les questions de démocratie sont aussi liées à la gestion transparente des ressources nationales et à la nature des politiques publiques. Ainsi, la lutte contre les inégalités fait partie des principales revendications des mouvements sociaux. Des mobilisations contre la cherté de la vie ont lieu au Sénégal, au Burkina, au Niger, en RDC. La question de la transparence dans la gestion des ressources naturelles a été au cœur des luttes dans des pays comme le Sénégal, la Guinée, le Bénin, le Nigeria, le Congo et le Tchad.

La dimension internationale des stratégies et l'actualité de l'altermondialisme

En octobre 2014, l'édition du FSA à Dakar, Sénégal, avait pour thème « Crises, guerres et interventions militaires extérieures pour le contrôle des ressources ». Ce forum avait pour but d'attirer davantage l'attention sur les stratégies de certaines puissances pour mettre la

¹ Voir *Enquête +*, Dakar, 28 octobre 2016.

main sur les ressources du continent. Il avait aussi pour objectif de renforcer le travail de conscientisation des mouvements citoyens qui luttent dans plusieurs pays pour une meilleure gestion des ressources nationales et la fin de la corruption, en prônant notamment la transparence dans l'exploitation des ressources naturelles et une distribution plus équitable des revenus tirés de celles-ci. Dans certains pays ont émergé des groupes qui ont obligé les élus locaux à adopter une gestion plus transparente des deniers publics¹.

En juillet 2016, le Forum social ouest-africain avait lieu à Conakry (Guinée), sous le thème « Après plusieurs décennies de mondialisation : quels défis de gouvernance dans un contexte de crises politiques, socioéconomiques et sécuritaires ? » Après trois jours de débats animés de grande qualité, les mouvements sociaux africains ont publié la Déclaration de Conakry, dont voici un extrait :

Face à la crise globale du système capitaliste et à la faillite du mode de gouvernance néolibéral dicté par les multinationales et les puissances de l'Occident, qui cherchent à reconquérir notre continent, les résistances s'organisent un peu partout dans le monde pour l'avènement d'alternatives durables, respectueuses des droits de l'homme, de l'équité, de la justice sociale et de l'égalité des chances. L'Afrique est devenue le continent le plus convoité par les puissances économiques et financières qui comptent assurer leurs profits présents et futurs par l'accaparement des ressources du continent. Par des accords commerciaux inévitables comme ceux des APE (Accords de partenariat économique), que l'Union européenne veut imposer aux pays de l'Afrique-Caraïbes-Pacifique), et l'imposition à la tête des pays de dirigeants à la solde du système financier et politique international, le néolibéralisme continue à étendre ses tentacules sur le continent africain au détriment de ses populations.

Par rapport au Forum social mondial (FSM), les mouvements africains estiment que le FSM garde sa pertinence comme lieu de rencontre du mouvement altermondialiste, pour partager les expériences de luttes et nouer des solidarités contre le système dominant. Il y a donc lieu de le maintenir et surtout d'en faire un lieu d'élaboration d'alternatives démocratiques et populaires à ce système. Les mouvements sociaux africains accordent une grande importance au FSM. Cela explique leur grande frustration avec ce qui s'est passé à Montréal et leur appel au retour du FSM en Afrique, lancé lors du Forum social ouest-africain de Conakry, en Guinée.

¹ Le mouvement sénégalais « Y en a marre » organise des forums au cours desquels les populations interpellent les élus locaux sur l'utilisation des deniers publics, ce qui la conscience citoyenne. Quelque chose de similaire se développe au Burkina Faso depuis l'installation du nouveau régime.